

LA PERSUASION

Le *Star* de Montréal s'est donné pour mission d'éclaircir la question des écoles du Manitoba et vient de servir au public, que par *snobisme* nous considérons comme le public sérieux, sa solution de ce problème si émotionnant.

La question touche de trop près le RÉVEIL, qui s'est franchement et ouvertement prononcé déjà, pour que nous hésitions un seul instant à parler du très original article de notre confrère.

Jamais opportunisme plus patent, même plus épatant, n'inspira un article aux allures aussi sérieuses.

Le raisonnement du *Star* tient dans le creux de la main, *in a nutshell*, comme disent les Anglais.

"M. Greenway, dit-il, peut bien avoir raison, les catholiques peuvent bien avoir des griefs, mais tout cela dérange la politique et fait perdre de vue les affaires, la *business*, et il faut que cela cesse."

"Le Manitoba est seul intéressé à l'affaire des écoles. Les six autres provinces sont intéressées à la *business*."

"Nous sommes six contre un, par conséquent cédez le pas aux affaires et laissez tomber la question des écoles pour qu'on puisse s'occuper de la *business*, qui est la seule chose payante."

Notons en passant qu'il réussit dans ce raisonnement à n'énoncer aucune sympathie pour aucun des deux partis du Manitoba qui sont intéressés au règlement de la grande question en jeu, ou du moins que l'on nous présente comme intéressés à une solution.

Car ils ont tout l'air d'être les derniers à s'en occuper.

Si la blague du *Guillottiné par persuasion* de Chavette n'avait pas été récemment rééditée par le *Canard* dans le cas de Demers auquel le Coroner conseille d'avouer, pour lui éviter l'humiliation d'un échec, elle serait rudement à sa place à la suite de cet article.

Voyons, mon bon petit Manitoba, dit le *Star*, arrangez tout cela, nous savons que ça peut être ennuyeux pour vous, nous comprenons

non bien que vous pouvez avoir de bonnes raisons, nous admettons qu'on peut être d'avis que les écoles publiques sont préférables, mais vous dérangez tout le monde, vous dérangez la *business*, soumettez-vous.

Les affaires, il n'y a que cela pour ces bons politiciens.

Principes, utilité, éducation, qu'est-ce que tout ça ?

Parlons affaires.

Mais n'est il pas venu à l'idée du *Star* que Manitoba n'a qu'une chose à répondre :

"Qui est-ce qui vous demande de vous occuper de mes écoles ?

"Ce ne sont pas les Manitobains à coup sûr qui ont commencé l'agitation scolaire."

Jamais.

Elle a commencé dans les autres provinces, du moins elle a commencée dans le clergé qui gouverne les autres provinces.

Ce sont les autres provinces qui ont pris en main, sans en être sollicitées par les contribuables du Manitoba, la lutte contre l'autorité reconnue de la province. Ce sont même des ministres de provinces étrangères, des souscriptions provoquées au dehors qui ont poussé la marche de causes intentées, pas même sous un nom français, contre le gouvernement légal de la province.

"Soyons francs, les seuls gens qui ne se soient pas plaints ce sont les gens du Manitoba."

Voilà ce qu'il y a à répondre, car le fait est qu'on a battu monnaie et fait du capital politique et religieux sur cette question pour se filouter le patronage clérical.

Le Manitoba a donc le droit de dire bien haut :

"Si la question de mes écoles vous dérange, lâchez la donc. Ce n'est pas moi qui vous ai demandé de vous en occuper."

Les Mennonites et les Allemands obtiennent toutes les concessions qu'ils veulent sans s'adresser à personne, et surtout parce que la hiérarchie protestante ne s'occupe pas de leurs affaires.